
Du changement, de sa nécessité et du cas de l'Algérie. Comment rentrer chez soi ?

Nadir BOUMAZA *

*« Il faut que tout change pour
que rien ne change »*

De Lampedusa

*« Le changement est dans
la nature de l'univers »*

Heraclite

Le changement pour l'Algérie : une prise en compte du réel social rapporté à sa profondeur historique

Constituée en république affirmant les droits des citoyens selon une philosophie politique importée du modèle républicain "populaire", l'Algérie n'en a pas moins continué à connaître dès après l'indépendance, la logique des systèmes tribaux qui s'étaient manifestés dans des insurrections paysannes dans les Aurès et en Kabylie mis au jour par Jeanne Favret Saada¹, qui les interprétait comme un « traditionalisme par excès de modernité ». Plus récemment Mohamed Hachemaoui² a décortiqué la fonctionnalisation des relations tribales dans l'organisation des élections et dans le fonctionnement politique de l'Algérie contemporaine dans la région de Tébessa. Son observation des tensions et des conflits qui innervent les arènes locales de l'intérieur lui a permis de montrer comment opèrent le langage et les symboles dans une dialectique

* Sociologue-géographe, Université de Grenoble, France.

¹ Favret Saada, J. (1966), « La segmentarité au Maghreb », in *L'Homme*, Vol. VI, p. 105-111.

Favret Saada, J. (2005), *Algérie 1962-1964 Essais d'anthropologie politique*, Paris, Bouchène.

² Hachemaoui, M. (2012), « Y a-t-il des tribus dans l'urne ? Sociologie d'une énigme électorale (Algérie) », in *Cahiers d'études africaines*, n° 205, p. 103-263.

entre les pratiques et les systèmes de signification des acteurs pour produire des effets politiques observables dans la distribution du pouvoir au sein de la société locale et dans des formes d'imbrication de l'État dans la politique locale quotidienne.

L'identification du réel algérien pose ainsi, et en effet, des questions importantes qui sont recouvertes par des lectures restrictives des situations et des fonctionnements d'un système opaque dont les « tireurs de ficelles » ou les milieux d'affaire sont identifiés, certes au sein de réseaux, de systèmes d'affaires ou par une origine régionale, sans pour autant être rapportés à quelque fonctionnement structurel de la société algérienne.

Ces faits renvoient à des structures fondamentales et ne sont enfin pas considérés dans les analyses ou dans le discours politique comme des faits sérieux dont la nature appelle une identification plutôt qu'une condamnation *a priori* et sans interrogation sur leur signification et sur la place qu'ils occupent dans les structures sociales et dans l'identité politique et culturelle algérienne.

Loin de vouloir traiter cette ample question relevant du chantier d'un programme de recherches, nous défendons dans ce texte l'existence d'une discordance anachronique au sein du système politique algérien. Cette discordance a été constituée à l'indépendance et quelque peu préfigurée dans le déroulement de la Guerre de libération nationale, ou encore dans la bataille qui a opposé avant le déclenchement de l'insurrection de 1954 qui allait devenir une Guerre de libération nationale, les "centralistes" aux leaders des partis nationalistes Messali Hadj et Ferhat Abbas. Cette discordance oppose un fonctionnement étatique centralisé à des structures anthropologiques profondément ancrées qui indiquent la force des affinités « tribales » constitutives d'une « République des cousins³ » et propres au Maghreb. Cette anomalie matrimoniale, sinon pour le moins, maintient la force des rapports de cousinage et de parenté, malgré l'affaiblissement des structures tribales. La correction de cette discordance peut être considérée comme un moyen et un mode de modernisation et d'ajustement de l'organisation de l'État moderne aux structures sociales et aux cultures algériennes résultant de la longue histoire de la conquête, de la dépossession et de la destruction (1830-1871) qui a failli mener à l'extermination recherchée par certains acteurs de la colonisation. Cette histoire recouverte et non enseignée qui a généré le dénuement, la déstructuration sociale et le délabrement, a constitué un trauma collectif qui renvoie à l'expérience des populations amérindiennes

³ Tillon, G. (1966), *La république des cousins*, Paris, Seuil.

que nous évoquerons plus loin. Elle pose la question du mal être et de la capacité de (re ?) construction du lien des Algériens à leur territoire que nous appelons le chez soi et qui pose la question de son identification. Le changement se situerait ainsi comme *une marche collective des Algériens depuis leur exil symbolique vers un chez soi* dont le manque peut être identifié en de nombreux symptômes appelant eux-mêmes *une quête de rétablissement*.

Les références : connaître la complexité d'un familial difficile à voir

Le cas de l'Algérie est spécifié en premier lieu par la profondeur et la portée structurelle d'une colonisation de peuplement, longue de 132 ans, et ensuite par les incertitudes politiques tenant à la nature du régime ou du système politique qui en organise la gestion.

Ce pays singulier se distingue au sein du Maghreb, du Sahel et du Monde arabe par le poids et l'influence de la colonisation française, et par ce qu'elle a généré comme créolisation - refoulée - qui interroge les purismes décalés des arabistes et islamistes dont les jugements relèvent du complexe du colonisé⁴. Le fait colonial ainsi, inscrit dans une longue durée, n'y a pas empêché le maintien de référents et de traditions que les aléas de la colonisation ont réduit et déformé même si les mémoires tant interrogées par M. Lacheraf⁵, ont joué un rôle important.

Mais ce fait différenciateur permet aussi, de prendre la mesure du poids de la culture et de la relation entre structures (ici anthropologiques) et institutions de sorte que puissent être mis en relief :

- d'abord le poids de difficultés spécifiques - idéologiques, culturelles et nécessairement politiques et plus particulièrement de la perte de références dans un contexte long d'éclatement de la société - et, ensuite,

- la part des avantages et potentialités propres à ce pays qu'ont la familiarité avec la culture française et occidentale qui ont voisiné avec la part criminelle, destructrice et dominatrice de la colonisation et d'agents des institutions françaises. Il y a lieu ainsi de connaître et analyser la double face de la colonie algérienne dont la part indigène "musulmane" a vécu et connu tout à la fois le statut de dominé exploité et celui d'un administré ayant des obligations de service militaire, et une socialisation orientée par les lois et pratiques de l'administration française et par la proximité de la partie européenne de la population, voire des Français de

⁴ Cf. Memmi, A. (1966), *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Paris, Éditions Buchet.

⁵ Lacheraf, M. (2005), *Des noms et des lieux*, Alger, Casbah éditions.

France en France même ou en Algérie alors française.

L'on sait là notamment le travail de Mostefa Lacheraf⁶, sur la résistance exceptionnelle à la destruction coloniale par l'effort de maintien sous des formes, certes souvent lâches et disparates, de compétences, de gens de savoir qui ont assuré longtemps une continuité et ainsi retardé l'écroulement des institutions traditionnelles et des références ou encore de mémoires et d'acquisitions. De même, Fanny Colonna⁷ a-t-elle montré la façon dont le réformisme badissien a constitué aussi une stratégie de conservation et de stabilité « de la sainteté d'ordre scripturaire savante des *zawaya* et par les vestiges de pratiques vernaculaires peut-être hétérodoxes mais dont les valeurs étaient largement partagées par tous les groupes sociaux » p. 301 (R. Lardinois, 1997).

De ce point de vue peut apparaître une spécificité du rapport des Algériens (pour le moins d'une partie d'entre eux) à la modernité qui est fait d'une capacité d'adaptation ou, dans d'autres cas, d'attitudes de refus et de réticence empêchant les individus de développer des stratégies payantes vis-à-vis de l'administration coloniale, le plus souvent hostile et discriminatoire. La familiarisation précoce avec les normes, les règles, la morale, les savoirs, les savoir-faire occidentaux et avec le système de domination par la discrimination, la ségrégation et plus rarement la connivence et l'échange mutuel, a ainsi pu distinguer une partie de la population qui aura su occuper des positions utiles au groupe.

Il en a résulté un double système de références et une culture du rapport à l'autre en situation d'inégalité mais aussi de découverte des sources de la puissance de l'autre, de ce que sont le développement et l'organisation sociale moderne des nations les plus riches et les plus avancées.

Cette expérience *in fine*, aussi éprouvante et disqualifiante, qu'enrichissante de l'histoire et de la décolonisation qui aurait pu être mobilisée à l'indépendance de l'Algérie, et plus tard encore, a malheureusement été « mise aux oubliettes » pour former aujourd'hui chez les générations d'avant 1962, un souvenir dont les deux faces sont définitivement séparées par une « faille spécifique » constitutive d'une forclusion de l'expérience et des savoirs sur « l'autre ».

La question des références algériennes en matière d'organisation, de culture, de droit et de modèle d'État et de contrat social est ainsi posée

⁶ Lacheraf, *op.cit.*

⁷ Colonna, F. (1995), *Les versets de l'invincibilité. Permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Presses de la FNSP.

aujourd'hui à propos des possibles retours et redécouvertes de références algériennes refoulées ou réinterprétées se rapportant au droit (foncier, de l'eau, etc.), aux patrimoines culturels algériens, mais aussi aux compétences et rapport spécifiques de la quasi-totalité des Algériens à l'emprunt et l'appropriation d'éléments de culture, de techniques, accompagnée de transformations comme en témoigne le rapport à la langue.

L'identité algérienne, principalement plurielle, quoique soudée par le rapport au colonial, contient tout à la fois les traits de la berbéricité, elle-même très diverse (Kabyle, chaouie, targaie, zouaouis, berbéricité diffuse de l'ouest et du centre), d'une arabité pastorale et citadine et de métissages berbéro-arabe, semble recouverte par les marquages du temps colonial avec sa violence destructrice et déstructurante, son travail politique et institutionnel de structuration de la colonie par la dépossession et l'organisation d'un autre monde négateur de l'indigène, son installation constitutive du côtoïement, de la mise au travail et du classement social ségrégatif et intégrateur de l'échange progressif et différencié qui diffuse la culture française et constitue une nouvelle société hiérarchisée et discriminée .

La restructuration de la population algérienne indigène démantelée et redéployée n'a cessé de donner lieu à une socialisation segmentée dominée par la violence, mais aussi par l'emprunt, la captation qui devient dans le cadre de la mondialisation, une ressource composante de l'identité et de la culture algérienne.

L'expérience algérienne fait ainsi apparaître des décalages et discordances entre populations et institutions entre le temps colonial et celui de l'indépendance, pendant les années de terrorisme et certainement aujourd'hui encore sous d'autres formes, exprimant en même temps de façon imbriquée la continuation du fonctionnement segmentaire réactualisé et les effets du trauma profond refoulé, causé par la conquête de 1830 et ce qui en a suivi qui a été bien décrit par Olivier Lecour Grandmaison⁸.

L'histoire, ses effets traumatiques et la formation de la nation algérienne

Mal connue par les victimes elles-mêmes, et de fait tue, simplifiée et confinée dans un discours nationaliste étroit, l'histoire de la colonisation de l'Algérie est celle d'un traumatisme collectif accumulé sur plusieurs

⁸ Lecour Grandmaison, O. (2005), *Coloniser, exterminer : Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard.

génération et dont les effets sont à explorer dans les manières d'être, dans la personnalité collective, et par l'ensemble des dimensions psychiques de la population algérienne. Cette histoire refoulée est à rapporter aux traumatismes des guerres et de drames faite de visions horribles des cadavres, des blessés et des destructions, à l'immersion d'une population dans un monde cauchemardesque dont elle ne pouvait avoir de compréhension suffisante dans les conditions de l'époque. Simplifiés par les idéologies et la pensée courte du citoyen algérien ordinaire, la violence et les faits de colonisation ont été intégrés par la diffusion des idéologies islamistes populistes comme une agression et une domination de musulmans par des chrétiens et des juifs si bien que la ré-interrogation compréhensive de l'histoire est chassée des champs de préoccupations sociales. Analysé, à propos de l'état et des difficultés des autochtones d'Amérique, « le traumatisme historique » a été identifié comme « une perturbation en profondeur du fonctionnement social qui peut se prolonger durant de nombreuses années, des décennies, voire même des générations. Les grappes de symptômes associés aux troubles particuliers qui se manifestent eux-mêmes à la suite d'un traumatisme historique peuvent être transmises aux générations subséquentes sous la forme de modèles de comportement appris socialement. D'une certaine manière, les symptômes que présentent les parents (violence familiale, abus sexuel) agissent comme un traumatisme et perturbent les ajustements sociaux adaptés de leurs enfants. En retour, ces enfants intègrent ces symptômes et, sans vouloir minimiser le processus, ils attrapent un « virus traumatique » et tombent malades en développant l'un ou l'autre des troubles sociaux. Pour la génération suivante, le processus se perpétue et le traumatisme continue « comme un agent déterminant inlassable ».

Le rapport à la modernité et à la tradition peut être situé là et différencier les Algériens de leurs voisins mais également entre eux selon le degré de dislocation et de destruction vécu par les différentes catégories de populations et de générations. L'histoire de l'Algérie indépendante appelle une rupture avec le silence qui, depuis l'indépendance recouvert par un sentiment nationaliste réactionnel, a empêché l'analyse des continuums et des interactions nécessaire à la construction d'un récit libérateur tourné vers l'expression collective et la construction d'une nouvelle société pacifiée intérieurement et mobilisée dans la construction de soi et de la communauté nationale. Elle appelle la connaissance de l'histoire de la Guerre de « libération nationale » et de la constitution du premier État national algérien, totalement différent de l'État de la Régence et de la colonie française. Elle montre ensuite la

nécessaire écriture de l'histoire algérienne schématisée et amputée dans le discours officiel nationaliste diffusé par l'école et les médias lourds (Radio et TV) qui définissent l'identité par l'islam, l'arabité et la geste héroïsée de la libération nationale ; inspiré par la pensée nassérienne arabiste et islamique qui avait influencé les auteurs des « coups d'État » originels du mouvement national et de l'Algérie indépendante⁹.

Ces traits générateurs d'antagonismes restent à décrire et à analyser à l'aide de corpus anciens et classiques qui permettent d'interroger un réel actuel de plus en plus éclairé par des travaux récents pertinents, novateurs et appuyés sur les nouvelles disciplines (psychanalyse, sémiologie, ..) et les nouvelles approches (post-colonialisme, analyse du discours). Ainsi par la vertu thérapeutique d'une ré-identification pourrait être réappropriée l'histoire plurielle, diverse, vécue par les Algériens pendant la colonisation. Cette histoire qui ne saurait masquer ou ignorer la réalité multiple et diverse du temps colonial rapportée aux relations sociales multiples, diverses opposées, bien ou mal vécues entre voisins, collègues, camarades de classe musulmans et européens (*nsara/gwar*).

La question du développement de l'Algérie peut intégrer ainsi (et ajouter) la dimension culturelle essentielle et problématique qui enrichirait et canaliserait loin des bavardages idéologiques, les questions majeures maltraitées de la langue, du modèle d'enseignement, de la place et de la part de l'enseignement religieux, et plus fondamentalement, de la définition des identités et des principes de structuration de la nation et de ses institutions.

La difficulté de voir et de réinterpréter positivement les structures anthropologiques.

Le changement impose une bonne coordination entre les échelles des appareils administratifs et leur évolutivité. La décentralisation bien préparée le permettrait ; bien qu'elle n'ait jamais été évoquée, elle a cependant été esquissée, mais limitée au champ administratif à la faveur de l'attribution de prérogatives importantes aux walis (préfets). Le renforcement du pouvoir du Président de la République qui supplante le premier ministre sans avoir à défendre sa politique devant le parlement, est prolongée à travers la personne du Wali qui exerce comme un chef de gouvernement local pratiquant un pouvoir quasi total, ne référant qu'au Président de la République et pouvant défier les ministres et autres autorités que celles du Ministère de l'intérieur et des « services » (i.e.

⁹ Voir Meynier, G. (2010), *L'Algérie au cœur du Maghreb classique*, Paris, la Découverte et Abbas, F. (1984), *L'indépendance confisquée*, Paris, Flammarion.

Direction du Renseignement et de la Sécurité) représentés par un officier attaché à toute administration d'État.

Ainsi sont éliminés les risques éventuels de débats sur la déconcentration des pouvoirs et sur la décentralisation, thèmes considérés comme dangereux ou comme devant rester réservés aux seules institutions officielles par les dirigeants et par la bureaucratie¹⁰, alors même qu'elles caractérisent les mutations sociopolitiques des États les plus modernes.

Les procédures, démarches et stratégies de développement, d'aménagement, de gouvernance et de gestion qui paraissent indispensables en premier lieu, sont quant à elles, objet de regret et de désappointement de la part des acteurs comme des populations qui savent que leur usage réglerait de nombreux problèmes et expliquent cela de deux façons associées ou opposées. Si elles ne sont pas utilisées, c'est que les décideurs et forces détentrices de pouvoir n'en veulent pas, préférant de fait le contrôle total et *a priori* de toute action collective et individuelle extérieure au système de pouvoir.

La décentralisation n'a cependant pas encore été adoptée en Algérie alors qu'elle fait partie précisément des recettes et produits de l'expertise française, particulièrement sollicitée dans le champ administratif. Les explications en sont simples et renvoient au fonctionnement centralisé de l'État. Les méthodes et principes de bonne gouvernance et de la gestion efficace, sont certes de plus en plus avancés au sein des institutions internationales qui essaient, vainement, de convaincre les États de leur mise en œuvre progressive et minimale. Mais elles rencontrent les réticences tandis que l'accroissement du nombre, aggrave les problèmes d'inefficience, d'incompétence, de corruption, de bureaucratie et d'orientation générale des politiques. Ce qui aggrave les difficultés sociales et freine le développement¹¹.

Le désir de changement ne saurait être cependant confondu avec le malaise, la frustration souvent accompagnée de colère et la critique des pouvoirs étendue à celle de l'ensemble de la société et de soi. Il permet en principe et en théorie, la construction de stratégies de mobilisation en vue d'additionner des principes d'efficacité et d'équilibre, de modernisation et d'intégration à la mondialisation par la définition et la mise en œuvre d'une stratégie moderne et appuyée sur la vérification des capacités de réalisation des projets définis.

¹⁰ Crozier, M. (1963), *Le phénomène bureaucratique. Essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d'organisation modernes*, Paris, Seuil.

¹¹ Aoudia, J. (2006), *Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens*, Paris, Agence Française de Développement.

La question du changement devient ainsi celle de la capacité d'une société à faire prévaloir l'intérêt commun sur les intérêts des particuliers et notamment des acteurs les plus puissants. De la sorte, l'idéal politique qui est celui de la fusion naturelle des pensées du prince et de son peuple peut être réglé plus rapidement grâce aux effets de réformes structurelles majeures sur la gestion ordinaire des espaces de la République et de la Cité, ce que la déconcentration et la décentralisation offrent comme possibilités.

La remise en cause des fonctionnements contreproductifs n'y est cependant pas suffisante pour imposer des réformes. Le mécontentement du grand nombre et de certains groupes sociaux n'empêche pas en effet un fonctionnement général "normal" lorsque la conjoncture pétrolière permet de compenser les coûts et surcoûts de la mauvaise gestion et de la corruption, de maintenir voire d'élever les prélèvements effectués par le groupe dominant dès lors que celui-ci détient réellement le pouvoir politique et militaire et qu'il dispose d'une large base sociale. On se demandera alors quelle est la nature du pouvoir politique et comment ce pouvoir s'emboîte, avec les idéologies dominantes et les stratégies des agents sociaux porteurs des structures fondamentales ?

Le problème de l'identification de soi

Bien que l'ensemble des pays ayant subi la colonisation aient à dépasser l'externalisation de leur économie, voire de leur modernisation, l'enjeu du changement apparaît plus crucial dans des pays comme l'Algérie, Haïti, l'Angola ou l'Afrique du sud qui ont connu un degré et un type de colonisation particulièrement difficiles.

Cette histoire constitutive des nations appelle de ce fait, une orientation adéquate de la construction sociale qui ne peut réussir sans traitement de la question identitaire marquée par le métissage et par des rapports sociaux dont l'histoire toute fraîche est difficile à identifier et à comprendre pour des raisons spécifiques à chaque nation. La référence à l'islam et la construction mystificatrice d'une identité arabo-musulmane peut être considérée comme une fuite en avant permettant d'éviter l'interrogation de l'histoire subjective constituée dans les itinéraires concrets et divers des lignées familiales et collectives.

La domination occidentale qui n'a pu être remise en cause, y est associée à la constitution de régimes nationaux. Ceux-ci ont mis en place un nouveau régime économique et politique dans lequel les élites dominantes ont capté le contrôle des ressources pour effectuer des prélèvements à leur seul bénéfice et sans remise en cause de l'ordre

international. Il en découle que le changement ne peut se faire sans remise en cause de cette captation sur la ressource ni encore de l'orientation des institutions qui ne représentent pas les structures sociales.

La force de ce fonctionnement tiendrait à la délégitimation coloniale des compétences des sociétés dont les structures vernaculaires toujours actives par esprit de résistance comme du fait de leur adaptabilité, sont doublées par des institutions importées et régulièrement toilettées en fonction des besoins et non pas en vue d'une adaptation. C'est donc avec ces jeux multiples et ruses nécessitées par la cohabitation de référents différents que se sont maintenues les références segmentaires à l'époque coloniale. Cette rupture structurelle entre les cultures sociales anthropologiques et l'organisation institutionnelle des pays d'Afrique du nord et du Moyen Orient, au sein desquels l'Algérie constitue un cas exacerbé de discordance entre les institutions modernes définies à partir du modèle administratif et politique colonial réorganisé à l'indépendance. La société algérienne reste marquée par une culpabilité de devoir renoncer aux traditions dans le passage vers le modèle occidental et ses valeurs modernes avec ce que cela peut engendrer comme déséquilibres psychologiques (essentiellement des névroses d'angoisse ou obsessionnelles¹². La question de l'ajustement des institutions modernes aux valeurs fondamentales vernaculaires se pose ainsi de façon symbolique, identitaire (comment rester soi-même ?), politique (comment se fait l'accord sur le pouvoir ?) et économique (de quel domaine dépend la production de la richesse ?).

La question et l'approche du changement renvoient là, à l'analyse historique nécessaire à la compréhension de périodes et de mouvements ou dynamiques de l'histoire ; il s'agit ici, d'établir les correspondances avec les singularités régionales ou sectorielles d'une région particulièrement agitée par les idéologies et rapports de force internationaux déterminés par le pétrole et le commerce. Il en découle la nécessaire analyse des temporalités du point de vue de leur variation entre « régions » ou entre « pays » auquel cas, il y a lieu de tirer les leçons des conjonctions et des disjonctions entre situations locales et mouvements régionaux ou historiques significatifs.

¹² Arezki, D. (2000), « Conséquences psychologiques de l'éducation sous l'emprise du phénomène d'acculturation dans la famille algérienne », in *Études Psychanalytiques*, n° 4, p. 131-144.

De l'interprétation et du repositionnement

Comment passer de l'import – export (pétrole contre nourritures) à la connaissance et à la gestion « familiale » de la maison Algérie, ensemble de tribus gouvernées par un État qui rassemble les traits de l'État ottoman, colonial, de l'État idéal « islamique », de la pièce étatique.

Qu'en est-il ensuite du droit et de la règle ? Dans quelle mesure les problèmes et dysfonctionnements de l'Algérie posent-ils des questions fondamentales que ne saurait résoudre quelque révolution politique qui ne ferait que reformuler les mêmes contradictions du fait d'une rupture entre les modèles inscrivant l'Algérie dans l'environnement international sans pour autant offrir des solutions aux problèmes de justice, de rationalisation de l'exploitation des ressources, de réponse aux questions universelles de production et distribution de ressources, d'éducation, de santé, etc. ? Mais aussi de bureaucratie, d'autoritarisme et de libertés ?

Il y aurait donc à s'interroger d'une autre façon sur les usages de la réglementation destinée officiellement et « sur le papier » à surveiller, contrôler et organiser, utilisée de fait par les décideurs, administrations et commissions à interdire aux uns et affecter aux autres ou à soi, le droit de construire, d'exercer tel métier, etc., soit pratiquer le népotisme, la corruption ou le détournement dans un système où le fonctionnement des tribunaux est celui du Makhzen et non pas celui du groupe ou de la djemaa, etc. Comment donc penser la justice et son application selon les différents objets à gérer, biens du groupe et biens collectifs, communs aux groupes de la même tribu, biens de la confédération des tribus, biens de la province, de l'État, des étrangers etc. ? Quel droit moderne et quel système de gouvernance et de gouvernement construire, expérimenter et codifier ? Que penser de la législation et des réglementations constituées par continuation d'une « coutume » coloniale et en fait étrangère en bonne partie, mais pas complètement aux structures algériennes, universelles d'une part, cependant ségrégatives et discriminatoires par ailleurs ? Qu'en est-il de l'importation de règles et droits modernes touchant à la représentation, à l'entreprise, à l'urbanisme, à l'hygiène, etc. sans dispositif de réflexion, de construction et d'expérimentation, ni encore de culture autre que celle des apprentissages mimétiques des savoirs et techniques du droit, de l'économie, de l'éducation, dont « l'adaptation » se résume en fait, dans une illusion constituée par la traduction qui est en général plutôt une transcription littérale et par l'apprentissage « par cœur » à la façon de la récitation coranique du *kuttab* et non pas du *diwan*.

Ainsi, y a-t-il à ouvrir avec les chantiers du changement, ceux de la réflexion sur la définition d'un ou plusieurs modèles permettant de régler les grandes questions posées à la société algérienne, celles du rapport à la rente pétrolière, héritage ou butin ou celles de l'identité et de la culture qui renvoient aux champs identitaires fortement mobilisés dans le champ politique. Du rapport à la langue et aux langues et celles de l'islam, objet de mobilisations politiques, étatique et sociales et de tension entre les interprétations et les usages politiques, sociaux et culturels de l'islam. Organisé, contrôlé et approprié principalement par l'État qui en a fait la référence majeure de ses politiques éducatives et de son discours, l'islam oppose contradictoirement, la vision de celui-ci non seulement aux interprétations *salafistes* mais aussi aux héritages, ceux de la tradition locale, des « saints » mais également celui du réformisme *médersien*.

Rentrer chez soi pour se connaître et guérir ses blessures

La question du changement constitue une clé d'appréhension de l'ensemble des questions posées à une nation souffrant certainement de ne pouvoir s'accepter avec ses contradictions identitaires, culturelles et sociales et de cultiver le déni de ses propres ressources humaines et sociales et ce au point d'avoir d'abord à se reconnaître.

Défendant l'existence d'un trauma national constitué par la violence de l'agression coloniale développée en guerre de conquête tenace et durable, accompagnée de la dépossession de la terre et du déni d'existence faute d'avoir pu l'exterminer, nous pensons la nécessité de prendre en compte l'exceptionnalité de la situation morale de l'Algérie en engageant un travail collectif de reconnaissance de la nature des problèmes politiques, culturels, sociaux et historiques de la société algérienne. Le changement apparaît alors comme devant être le passage du déni, de l'oubli et d'une sorte de schizophrénie à la reconnaissance progressive et constructrice des composantes de l'identité ou des identités algériennes.

Divers indicateurs majeurs en donnent des pistes de lectures intéressantes.

a- le rapport à la langue, constitué par la pratique d'une langue métisse et/ou d'un bilinguisme structurel auxquels les dispositifs institutionnels opposent des langues savantes de clercs et de pouvoirs extériorisées à la société ;

b- le rapport à la croyance et à la religion qui fait l'objet, depuis la Guerre de libération et notamment depuis l'indépendance, d'une instrumentalisation politique par le pouvoir politique et par des groupes qui lui sont liés par filiation, intérêt ou opposition. Il a découlé de cette

politique constante et renouvelée, un mouvement important et diffus de reviviscence religieuse qui reste mal connu dans son rapport à la modernité et aux troubles identitaires. Entièrement orientée par une interprétation littéraliste et appauvrie d'un islam réduit à des dogmes politico-religieux, la définition politique du religieux et de l'islam est constituée à partir d'indicateurs ou référents identitaires directement repris du statut du colonisé.

La quête de la pureté originelle constitue ainsi le pendant de la négation coloniale d'une quelconque valeur civilisationnelle locale. Elle se déploie dans la sacralisation de la langue arabe qui est opposée de façon négatrice aux langues vernaculaires (les langues amazighes, le dialectal avec ses parlers régionaux chargés de cultures locales). La place privilégiée accordée à l'arabité (elle-même confondue à une incarnation ou une sacralisation par son statut de langue coranique) indique une réinterprétation des assignations faites par la colonisation à travers les désignations coloniales des populations.

C'est dire l'importance d'une meilleure connaissance scientifique de l'Algérie, cette connaissance devant mettre en évidence le rapport entre l'existant analysé et interprété, et les modèles constitués, susceptibles d'éclairer les représentations sociales des changements désirés, des acceptabilités du réel historique et des projections réalisables.

L'Algérie, constituant une expérience dans laquelle l'État auquel l'ensemble des citoyens demande une quote-part sans contrepartie, est appelée à jouer d'autres rôles que ceux de la redistribution rentière clientélistrice et génératrice d'une bureaucratie et d'une corruption qui fonctionnalisent le lien segmentaire réel ou équivalent. Un État « faible » (au sens des courants faibles) prendrait ainsi le relais des fonctions régaliennes actuelles en glissant vers l'encadrement des ensembles territorialisés sur la base des affinités et du contrat moderne mobilisateur des savoirs anthropologiques. La relation segmentaire complexe et savante à l'autre, voisin et lointain et celle clientélaire à l'État, gagnerait par exemple à être valorisée en spécialisations de groupes régionalisés et localisés selon les niveaux contemporains de la territorialité, dans des fonctions et métiers spécialisés (le tourisme en est un bon exemple).

La situation et l'état moral de la société et le trauma collectif causé par une colonisation violente et dépossessive

Pour conclure cette approche nécessairement brève et donc introductive de la question du changement politique posée à l'Algérie, il nous paraît heuristique de rapporter cette problématique à la question de

la construction d'une paix sociale garantie par la mise en œuvre d'une démocratie tout aussi adaptée que conforme aux principes et lois universelles de gouvernement.

Le changement peut ainsi être pensé prioritairement à travers l'impératif d'engagement d'un processus collectif de dépassement des effets de ce que nous nommons, le trauma collectif algérien, constitué historiquement à partir de la violence de l'agression coloniale. Ce fait qui constitue une exceptionnalité de la situation morale de l'Algérie, requiert l'engagement d'un travail social de reconnaissance de la nature des problèmes politiques, culturels, sociaux et historiques de la société algérienne du réel présent. Le changement apparaît alors comme devant être un passage du déni qui cache l'oubli, sorte de schizophrénie, à la reconnaissance progressive et constructrice des composantes de l'identité ou des identités algériennes. Ainsi pourraient être abordées les questions aussi essentielles que conflictuelles de la langue (des langues donc), de la culture (des cultures donc aussi) et des identités liées à des espérances, des idéaux, des manques et des projections refusées, ensemble de réalités recouvertes par le verbe, l'action et le quant à soi et dont l'expression peut être activée dans l'engagement d'un ensemble de chantiers mobilisateurs orientés vers la mise en œuvre du processus de développement durable.

Mais cette problématique culturelle renvoie d'abord à la question politique d'un pays singulier dont les difficultés présentes traduisent des problèmes graves d'un mode récurrent - constitué déjà dans les maquis de la guerre de libération nationale- de gouvernement autoritaire, redistributeur mais corrompible, volontaire mais inefficace et décalé par rapport au réel qu'il refuse de voir et qu'ainsi il recouvre par la velléité d'un don qui n'en est pas. Cette singularité politique tient à la constitution dès l'indépendance, d'un régime « plébéien » autoritaire originel qui a réussi à intégrer les différentes situations et évolutions des 50 années d'indépendance grâce à une clientélisation systématique servie par le fonctionnement bureaucratique et par la segmentation de la corruption.

De ce point de vue l'Algérie constitue une expérience originale d'État auquel l'ensemble des citoyens demande une quote-part sans contrepartie. Plutôt que de condamner cette orientation, il paraît utile d'en examiner l'originale redistribution rentière - associée au fonctionnement bureaucratique - dans laquelle l'État fonctionnalise le lien segmentaire réel ou équivalent et génère en même temps une corruption dont la justification sociale tient à une extériorité qui rappelle en somme celles de l'État de la Régence et de l'État colonial alors même qu'il dispose d'une légitimité nationale. Le changement s'imposerait ainsi comme modalité

d'organisation de l'État en fonction des réalités sociales constituées par la fonctionnalisation moderne des structures segmentaires. Celles-ci semblent appeler un modèle étatique décentralisé permettant une gestion directe de la ressource transférée par l'État au bénéfice d'un développement territorialisé dans lequel les populations peuvent assurer aussi bien le contrôle des ressources externes et locales et négocier avec l'État leur rapport à la communauté nationale. Une telle décentralisation entraînerait la mobilisation des populations locales et par là même la valorisation des ressources locales en même temps qu'une négociation des principes de solidarité entre régions par la gestion des redistributions du local vers le régional et le national et inversement. Il s'agirait ainsi d'évoluer vers un État «faible » (au sens des courants faibles) mobilisé dans la coordination et la diffusion de l'information vers des structures territoriales dont la modernisation résulterait de la responsabilisation collective. Cela impulserait une mobilisation des savoirs anthropologiques et des ressources locales de régulation comme celles identifiées par Yazid Ben Hounet¹³ dans son étude du fonctionnement actuel du rapport à la tribu tant disqualifiée par l'idéologie coloniale et consécutivement par le complexe du colonisé.

N'ayant jamais pris le temps depuis l'indépendance, « de se retrouver » et de définir collectivement son identité, la nation algérienne semble divisée entre deux visions de la modernité, celle de France et de la mondialisation « occidentale » et celle des pays du Golfe arabe. Elle manque ainsi, aussi bien dans les dispositifs éducatifs et dans ses propres institutions, de définir la langue d'usage et les référents culturels identitaires, disqualifiant les arabes locaux dont la richesse est fort méconnue et qui manquent d'être répertoriés et valorisés à la différence de ce qui se fait dans des pays voisins ou plus éloignés. Confondant Coran et Charia, langue coranique et arabe fonctionnel, culture arabe et cultures nationales, histoire et réalités culturelles présentes et projections des représentations dans le futur, les médias et discours institutionnels (dont celui l'école publique tendent à disjoindre le réel algérien vécu et pratiqué et les modèles enseignés et donnés en référence) alimentant le désarroi culturel et linguistique au lieu de cultiver le réel et de l'organiser en fonction de la créativité sociale.

Le changement pourrait ainsi consister, en Algérie, en une découverte du "chez soi" où peut être tenu le "diwan" national et ses multiples versions locales, selon les principes contemporains les plus modernes de

¹³ Ben Hounet, Y. (2007), « Des tribus en Algérie ? À propos de la déstructuration tribale durant la période coloniale », in *Cahiers de la Méditerranée*, n° 75, p. 150-171.

la créativité culturelle, sociale et politique.

Bibliographie

- Abbas, F. (1984), *L'indépendance confisquée*, Paris, Flammarion.
- Arezki, D. (2000), « Conséquences psychologiques de l'éducation sous l'emprise du phénomène d'acculturation dans la famille algérienne », in *Études Psychanalytiques*, n° 4, p. 131-144
- Aoudia, J. (2006), *Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens*, Paris, Agence Française de Développement.
- Colonna, F. (1995), *Les versets de l'invincibilité. Permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Presses de la FNSP.
- Ben Hounet, Y. (2007), « Des tribus en Algérie ? À propos de la déstructuration tribale durant la période coloniale », in *Cahiers de la Méditerranée*, n° 75, p. 150-171.
- Crozier, M. (1963), *Le phénomène bureaucratique. Essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d'organisation modernes*, Paris, Seuil.
- Favret Saada, J. (1966), « La segmentarité au Maghreb », in *L'Homme*, Vol. VI, p. 105-111.
- Favret Saada, J. (2005), *Algérie 1962-1964 Essais d'anthropologie politique*, Paris, Bouchène.
- Hachemaoui, M. (2012), « Y a-t-il des tribus dans l'urne ? Sociologie d'une énigme électorale (Algérie) », in *Cahiers d'études africaines*, n° 205, p. 103-263.
- Lacheraf, M. (2005), *Des noms et des lieux*, Alger, Casbah éditions.
- Lecour Grand Maison, O. (2005), *Coloniser, exterminer : Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard.
- Memmi, A. (1966), *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Paris, Éditions Buchet.
- Meynier, G. (2010), *L'Algérie au cœur du Maghreb classique*, Paris, La Découverte.
- Tillon, G. (1966), *La république des cousins*, Paris, Seuil.